

2° Coördinator (21 jaar) :

Barema A : 707.108 - 1.070.426

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

10/2 x 24.933

Barema B enkel toepasselijk in de door de regering voorziene gevallen :

735.604 - 1.088.235

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

10/2 x 24.933

3° Directeur-generaal (24 jaar) enkel toepasselijk in de door de regering voorziene gevallen :

Barema A : 894.104 - 1.390.104

3/1 x 24.933

11/2 x 38.291

Barema B : van toepassing na 6 jaar anciënniteit in een leidingfunctie in een erkende dienst : 1.104.248 - 1.691.967

11/2 x 53.429

F. Medisch personeel

1° Doctor in de geneeskunde (24 jaar) : 1.018.768 - 1.529.887

3/1 x 24.933

10/2 x 43.632

2° Doctor in de gespecialiseerde geneeskunde (24 jaar) : 1.357.137 - 1.944.856

11/2 x 53.429

3° Gebrevetteerd verpleger (21 jaar) : 573.542 - 936.260

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

1/2 x 91.996

10/2 x 21.372

4° Gegradueerd verpleger (23 jaar) : 621.032 - 1.070.419

3/1 x 12.464

2/2 x 21.372

1/2 x 103.293

3/2 x 21.372

1/1 x 21.372

1/1 x 73.610

5/2 x 21.372

G. Gewaarborgde minimale jaarlijkse bezoldiging (vanaf 21 jaar) : F 498 380.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1557

[C - 99/29246]

**15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment les articles 14, 43 et 47;

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 9 juin 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement le 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois cordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1. loi : la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;
2. décret : le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;
3. administration : l'administration de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions;
4. service : le service visé à l'article 1^{er}, 14° du décret s'offrant à assurer l'accueil de jeunes;
5. particulier : la personne physique s'offrant à assurer l'accueil de jeunes en vertu du décret;
6. prise en charge : la mise en œuvre des moyens par lesquels le particulier ou le service apporte son concours à la mesure d'aide individuelle, prononcée ou demandée par une instance de décision;
7. instance de décision : le conseiller de l'aide à la jeunesse, le directeur de l'aide à la jeunesse et le tribunal de la jeunesse.

CHAPITRE II. — Octroi de subventions aux services et aux particuliers qui assurent l'accueil et la guidance

Art. 2. Après avoir reçu l'accord de l'instance de décision, les particuliers ou les services agréés dans le cadre de l'aide à la jeunesse, qui assurent une prise en charge qui consiste en un hébergement collectif ou individuel de jeunes, peuvent prétendre à la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes aux conditions fixées par le présent arrêté.

La part variable couvre les frais ordinaires d'entretien et d'éducation, les frais spéciaux d'entretien et d'éducation et les frais d'argent de poche. Elle est fixée en fonction de l'âge du jeune et selon les montants repris en annexe au présent arrêté.

Pour les particuliers, la part variable des subventions n'est allouée que si le nombre total de jeunes accueillis moyennant subventions, ne dépasse pas trois, sauf s'il s'agit de membres d'une même fratrie.

Art. 3. § 1^{er}. Les frais ordinaires concernent les dépenses courantes d'hébergement, d'entretien et d'éducation du jeune.

§ 2. Pour les particuliers, la subvention pour frais ordinaires couvre également les autres charges domestiques résultant de la présence du jeune.

§ 3. La subvention pour les frais ordinaires est allouée mensuellement et calculée sur base des journées de présence effective du jeune.

Sont assimilés à des jours de présence effective pour l'ensemble de la subvention journalière :

1° les séjours en famille d'une durée maximale de 120 jours par an dont 30 jours consécutifs maximum; durant ces séjours le service ristourne à la famille un montant d'au moins 140 francs par jour.

2° les congés organisés par le particulier ou le service dans le cadre de son régime pédagogique pendant les périodes de vacances scolaires;

3° les participations à des classes organisées en dehors du cadre habituel par l'établissement scolaire, à des voyages scolaires ou à des stages imposés par le programme des études ou le contrat d'apprentissage;

4° les séjours en logement autonome.

5° les fugues à concurrence d'une durée maximale de 10 jours si le jeune est à nouveau accueilli dans le service à l'issue de la fugue;

6° les journées d'hospitalisation à concurrence d'une durée maximale de 10 jours consécutifs;

7° les séjours en internat scolaire.

Sont assimilés à des jours de présence effective pour les frais d'argent de poche, les séjours en famille et les journées d'hospitalisation sans limite de temps.

Art. 4. Après avoir reçu l'approbation de l'instance de décision, les services subventionnés, agréés ou conventionnés par la Communauté française ou par un organisme qu'elle délègue à cet effet, autres que ceux visés à l'article 1^{er}, 4°, sont subsidiés au taux fixé par le pouvoir subsidiant compétent.

Les services qui dans le cadre d'une prise en charge, assurent un hébergement sans être agréés et subsidiés par un pouvoir public ou une personne morale de droit public, peuvent prétendre à une subvention ordinaire fixée au taux correspondant à la subvention allouée aux particuliers.

Art. 5. § 1^{er}. Les frais spéciaux relatifs à des frais d'hospitalisation inférieurs à 20 000 francs, non indexables, pour une même intervention et à des frais de consultation de médecins généralistes ou spécialistes sont subsidiés sans demande préalable à l'administration.

§ 2. Une subvention pour frais spéciaux peut également être octroyée pour couvrir, dans le respect de la procédure précisée au § 3 et selon les modalités fixées à l'article 6, tout ou partie des dépenses afférentes :

1° aux soins de santé ou à la fourniture de produits pharmaceutiques exceptionnels notamment par leur coût, leur fréquence et leur durée;

2° aux frais de transport en ambulance et aux frais d'hospitalisation dépassant 20 000 francs, non indexables;

3° aux traitements paramédicaux et psychothérapeutiques ou aux traitements non prévus par la nomenclature des soins de santé, après avis du médecin-inspecteur, aux montants fixés en annexe;

4° aux frais d'orthèses, d'achat de matériel fourni par les bandagistes ou les orthopédistes et de prothèses, à l'exception des lentilles;

5° à l'achat de matériel, matériau, outillage ou vêtements spécifiques nécessaires à la poursuite d'une formation dans l'enseignement secondaire technique ou professionnel;

6° aux frais d'instruction ou d'éducation résultant de l'enseignement universitaire ou supérieur de type court ou long;

7° aux frais de logement autonome limité au montant fixé en annexe;

8° aux frais d'internat scolaire limités au maximum à 50 % du prix de la pension dans les internats organisés par la Communauté française;

§ 3. Le paiement ou le remboursement des frais spéciaux est subordonné à la présence du jeune dans un service ou chez un particulier.

Sont assimilées à la présence du jeune, les absences occasionnelles énumérées à l'article 3, § 3, ainsi que :

- les périodes d'hospitalisation;
- les week-ends et les congés scolaires passés en famille;
- les séjours en internat scolaire.

Sauf dans le cas d'hospitalisation en urgence, ils doivent faire l'objet d'une demande préalable et motivée, soumise par le service ou le particulier à la décision de l'administration, après avoir reçu l'approbation de l'instance de décision.

L'administration notifie au service ou au particulier la décision d'accord ou de refus du remboursement.

Pour les frais visés sub. 1° à 4°, la demande comporte d'une part le certificat médical et d'autre part les informations nécessaires quant au montant prévu des frais, au nombre et au coût des séances de soins, à la période, la durée et le début des prestations ainsi qu'à l'identité professionnelle du thérapeute.

S'il échet, le certificat mentionne le caractère indispensable du transport en ambulance.

Pour les frais visés sub. 5 et 6, elle comporte une liste détaillée des fournitures, leur prix ainsi qu'une attestation de l'école certifiant qu'elles sont nécessaires à l'option de formation choisie.

Les frais spéciaux sont payés ou remboursés sur production d'une facture ou de tout autre document probant.

Art. 6. § 1^{er}. Les frais spéciaux visés à l'article 5, §§ 1^{er} et 2, sont remboursés à concurrence des montants et selon les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en matière d'assurance maladie-invalidité, sous déduction du remboursement à charge de l'organisme assureur.

Les frais d'hospitalisation visés à l'article 5, § 1^{er}, sont remboursés à concurrence du prix du séjour en chambre commune, sauf circonstances spéciale justifiant le séjour en chambre individuelle. Les frais d'accompagnement ne sont pris en charge que si leur nécessité est établie par un certificat médical.

Les frais paramédicaux et psychothérapeutiques visés à l'article 5, § 2, 3° qui ne sont pas prévus par la nomenclature des soins de santé sont remboursés à concurrence du montant fixé en annexe au présent arrêté.

§ 2. Tout ou partie des dépenses de logement autonome ou d'internat scolaire peut être remboursée à concurrence du montant fixé en annexe au présent arrêté, pour autant que le séjour en question soit prévu au programme d'aide et fasse l'objet d'un dossier comprenant :

- A. le projet pédagogique individuel;
- B. les coordonnées précises du logement ou de l'internat;
- C. le contrat de bail mentionnant clairement le prix du loyer ou l'attestation d'inscriptions à l'internat;
- D. les ressources du jeunes;
- E. l'accord du jeune et de l'instance de décision;
- F. la date d'entrée du jeune dans le logement ou à l'internat scolaire.

Le dossier doit être transmis à l'administration dans le mois de la prise en cours du séjour concerné.

Si le logement appartient au service concerné, à son asbl gestionnaire ou à une asbl patrimoine se superposant à l'asbl gestionnaire, le montant visé à l'article 5, § 2, 7° est diminué de 20 %.

§ 3. Les frais afférents aux examens et traitements pratiqués dans les services avec lesquels le Ministre a passé convention sur base de dispositions réglementaires précédentes, sont remboursés suivant le tarif fixé aux termes de cette convention.

Art. 7. § 1^{er}. Au cas où une personne physique ou morale peut être tenue même partiellement au remboursement de ces frais, ou lorsque des subsides couvrant ceux-ci peuvent être obtenus auprès d'autres personnes morales de droit public, à l'exclusion des bourses d'études, la demande indique les démarches effectuées en vue d'obtenir ce remboursement; le résultat des démarches est communiqué à l'administration.

§ 2. Les subventions pour frais spéciaux ne sont pas allouées :

1° si une personne physique ou morale est tenue légalement, conventionnellement ou en vertu d'une décision judiciaire au paiement ou au remboursement de ces frais;

2° si les frais exposés résultent d'un fait couvert par un contrat d'assurance; en cas de franchise, les montants non couverts par celle-ci peuvent être pris en charge;

3° si les frais exposés résultent d'une faute volontaire dans le chef du particulier chez qui le jeune est placé ou d'un membre du personnel du service;

Art. 8. La subvention pour argent de poche est allouée et calculée selon les dispositions de l'article 3, § 3, du présent arrêté. Pour les particuliers, la subvention pour argent de poche est comprise dans la subvention journalière. Pour les services autres que ceux visés à l'article 1^{er}, 4°, la subvention pour argent de poche est comprise dans la subvention ordinaire.

Art. 9. Les frais ordinaires et spéciaux ne sont plus dus pour le jeune, âgé de 18 ans et plus, sauf si le jeune fait l'objet d'une mesure prise en application de l'article 37, § 3, 2°, de la loi. Dans ce cas les frais sont dus jusqu'à la fin de la mesure sans dépasser le jour où le jeune atteint l'âge de 20 ans.

CHAPITRE III. — *Dispositions générales*

Art. 10. Les subventions fixées dans le présent arrêté peuvent être adaptées en tout ou partie par le Ministre.

Art. 11. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué à cet effet peut par décision motivée et à titre exceptionnel, accorder une intervention pour couvrir des frais non prévus au présent arrêté ou déroger aux limites fixées en raison de circonstances exceptionnelles.

Art. 12. Toute mesure individuelle dont l'exécution se déroule à l'étranger, requiert l'accord préalable du Ministre.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires*

Art. 13. Les subventions accordées en application de l'article 37, § 3, de l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, continuent d'être allouées pour une période de trois mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 1999.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Annexe

1. Subventions journalières dans les services qui assurent l'encadrement de mesures de placement :

1.1. pour frais ordinaires d'entretien et d'éducation :

316 francs par jeune de moins de 6 ans,

339 francs par jeune entre 6 ans et 12 ans;

406 francs par jeune de 12 ans et plus.

1.2. pour frais d'argent de poche :

6 francs par jeune de 6 ans à 8 ans,

12 francs par jeune de 8 ans à 12 ans;

24 francs par jeune de 12 ans à 14 ans;

36 francs par jeune de 14 ans à 16 ans;

47 francs par jeune à partir de 16 ans;

2. Subventions journalières pour les particuliers :

509 francs par jeune de moins de 6 ans,

533 francs par jeune entre 6 ans et 12 ans;

584 francs par jeune de 12 ans et plus.

3. Subventions pour frais spéciaux :

3.1. L'intervention pour frais de traitements paramédicaux, psychothérapeutiques et ceux non prévus par la nomenclature des soins de santé est limitée à

- 900 francs par séance en psychothérapie;

- 600 francs par séance de psychomotricité;

- 500 francs par séance chez une pédicure ou un podologue;

3.2. L'intervention financière dans l'achat de montures de lunettes est limité à 4 000 francs.

3.3. Le montant mensuel du loyer pour logement autonome est fixé à 9 000 francs, charges comprises.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 fixant la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 99 — 1557

[C - 99/29246]

15 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van het veranderlijk gedeelte van de toelagen voor de kosten voor tenlasteneming van jongeren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op de wetten betreffende de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 9 juni 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 december 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 over de aanvraag om advies aan de Raad van State, dat binnen een termijn van niet langer dan een maand moest worden uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 februari 1999, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1. wet : de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;
2. decreet : het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;
3. bestuur : het bestuur van de Franse Gemeenschap bevoegd voor de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming;
4. dienst : de in artikel 1, 14° van het decreet bedoelde dienst die zich bereid verklaart te zorgen voor de opvang van de jongeren;
5. particulier : de natuurlijke persoon die zich bereid verklaart te zorgen voor de opvang van de jongeren krachtens het decreet;
6. tenlasteneming : de aanwending van de middelen waarmee de particulier of de dienst zijn medewerking verleent aan de maatregel van individuele hulpverlening, uitgesproken of aangevraagd door een beslissingsinstantie;
7. beslissingsinstantie : de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur voor hulpverlening aan de jeugd en de jeugdrechtbank.

HOOFDSTUK II. — *Toekenning van toelagen*

aan de diensten en aan de particulieren die zorgen voor de opvang en de begeleiding

Art. 2. Na de toestemming te hebben bekomen van de beslissingsinstantie, kunnen de particulieren of de diensten erkend in het kader van de hulpverlening aan de jeugd, die zorgen voor een tenlasteneming die erin bestaat een collectieve of individuele huisvesting te bezorgen aan jongeren, aanspraak maken op het veranderlijk gedeelte van de toelagen voor kosten voor tenlasteneming van jongeren volgens de voorwaarden bepaald door dit besluit.

Het veranderlijk gedeelte dekt de gewone kosten voor onderhoud en opvoeding, de bijzondere kosten voor onderhoud en opvoeding en de kosten voor zakgeld. Het wordt bepaald volgens de leeftijd van de jongere en volgens de bedragen die in bijlage bij dit besluit zijn vermeld.

Voor de particulieren wordt het veranderlijk gedeelte slechts toegekend indien het totaal aantal jongeren die opgevangen worden mits toelagen, niet meer dan drie bedraagt, behoudens indien het leden van eenzelfde fratrie betreft.

Art. 3. § 1. De gewone kosten betreffen de lopende uitgaven voor logement, onderhoud en opvoeding van de jongere.

§ 2. Voor de particulieren dekt de toelage voor gewone kosten eveneens de andere huishoudslasten die de aanwezigheid van de jongere meebrengen.

§ 3. De toelage voor gewone kosten wordt maandelijks uitbetaald en wordt berekend op basis van de dagen effectieve aanwezigheid van de jongere.

Worden gelijkgesteld met dagen effectieve aanwezigheid voor de gehele dagelijkse toelage :

1° de verblijven in het gezin van ten hoogste 120 dagen per jaar waarvan ten hoogste 30 opeenvolgende dagen; tijdens die verblijven betaalt de dienst aan het gezin een bedrag terug van ten minste F 140 per dag.

2° de verlofdagen georganiseerd door de particulier of de dienst in het kader van zijn pedagogisch stelsel tijdens de periodes van de schoolvakantie;

3° de deelneming aan schoolklassen georganiseerd door de schoolinrichting buiten het gewoon kader, aan schoolreizen of aan stages opgelegd door het studieprogramma of de leerovereenkomst;

4° de verblijven in autonoom logement;

5° de keren dat de jongere wegloopt ten belope van een maximale duur van 10 dagen indien hij opnieuw in de dienst wordt opgevangen na weggelopen te zijn;

6° de dagen hospitalisatie ten belope van een maximale duur van 10 opeenvolgende dagen;

7° de verblijven in schoolinternaat.

Worden gelijkgesteld met dagen werkelijke aanwezigheid voor de kosten voor zakgeld, de verblijven in gezinnen en de hospitalisatiedagen zonder tijdsbeperking.

Art. 4. Na de goedkeuring van de beslissingsinstantie te hebben gekregen, worden de gesubsidieerde diensten die erkend zijn door of een overeenkomst hebben gesloten met de Franse Gemeenschap of een instelling die zij daartoe afvaardigt en die andere diensten zijn dan deze bedoeld bij artikel 1, 4°, betoelaagd volgens het cijfer bepaald door de bevoegde subsidiërende macht.

De diensten die in het kader van een tenlasteneming voor een logement zorgen zonder erkend te zijn door of een overeenkomst te hebben gesloten met een overheidsmacht of door een publiekrechtelijke rechtspersoon, mogen aanspraak maken op een gewone toelage die vastgesteld is op het cijfer dat overeenstemt met de toelage toegekend aan de particulieren.

Art. 5. § 1. De bijzondere kosten voor hospitalisatie van minder dan F 20 000, niet indexeerbaar, voor eenzelfde tegemoetkoming en voor kosten voor consultatie van huisartsen of specialisten worden betoelaagd zonder voorafgaande aanvraag bij het bestuur.

§ 2. Een toelage voor bijzondere kosten kan eveneens toegekend worden om, in naleving van de procedure nader omschreven in § 3 en volgens de modaliteiten bepaald bij artikel 6, de uitgaven geheel of gedeeltelijk te dekken die voortvloeien uit :

- 1° de gezondheidszorg of het verschaffen van geneesmiddelen die buitengewoon zijn onder meer omwille van hun kostprijs, hun herhaaldelijk gebruik en hun duur;
- 2° de vervoerkosten per ziekenwagen en de hospitalisatiekosten van meer dan F 20 000, niet indexeerbaar;
- 3° de paramedische en psychotherapeutische behandelingen of de behandelingen die niet bepaald zijn door de nomenclatuur van de gezondheidszorg, na advies van de arts-inspecteur, overeenkomstig de bedragen in bijlage;
- 4° de kosten voor orthese, aankoop van materieel bezorgd door de bandagisten of de orthopedisten, en voor prothese, behoudens lenzen;
- 5° de aankoop van materieel, materiaal, werkgereedschap of specifieke kledij die nodig is voor de voortzetting van een opleiding in het technisch of beroepssecundair onderwijs;
- 6° de kosten voor opleiding of opvoeding meegebracht door het universitair of hoger onderwijs van het korte of lange type;
- 7° de kosten voor autonoom logement beperkt tot het in bijlage vastgesteld bedrag;
- 8° de kosten voor schoolinternaat beperkt tot maximum 50 % van de prijs van het pension in de internaten georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

§ 3. De betaling of de terugbetaling van de speciale kosten hangt af van de aanwezigheid van de jongere in een dienst of bij een particulier.

Worden gelijkgesteld met de aanwezigheid van de jongere, de toevallige afwezigheden opgesomd in artikel 3, § 3, alsook :

- de hospitalisatieperiodes;
- de week-ends en het schoolverlof doorgebracht in familiekring;
- de verblijven in een schoolinternaat.

Behoudens in het geval van dringende hospitalisatie moet men voor die kosten op voorhand een gemotiveerde aanvraag indienen, die door de dienst of de particulier aan het bestuur wordt voorgelegd dat er zich over moet uitspreken, na de toestemming van de beslissingsinstantie gekregen te hebben.

Het bestuur geeft aan de dienst of aan de particulier kennis van de beslissing tot toestemming of weigering van de terugbetaling.

Voor de kosten bedoeld bij 1 tot 4, omvat de aanvraag enerzijds het medisch getuigschrift en anderzijds de nodige inlichtingen over het voorziene bedrag van de kosten, het aantal en de kostprijs van de verzorgingsraadplegingen, de periode, de duur en de aanvang van de prestaties alsook de beroepsidentiteit van de verzorger.

Desnoods vermeldt het getuigschrift het onontbeerlijk karakter van het vervoer per ziekenwagen.

Voor de kosten bedoeld in 5 en 6, wordt bij het getuigschrift een gedetailleerde lijst van de benodigdheden gevoegd, hun prijs alsook een attest van de school waarbij wordt bevestigd dat zij nodig zijn voor de gekozen vormingsoptie.

De speciale kosten worden betaald of terugbetaald op voorlegging van een factuur of van gelijk welk ander bewijsdocument.

Art. 6. § 1. De speciale kosten bedoeld bij artikel 5, §§ 1 en 2, worden terugbetaald ten belope van de bedragen en volgens de voorwaarden bepaald door de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake gezondheids- en invaliditeitsverzekering, mits aftrek van de terugbetaling ten laste van de verzekeringsmaatschappij.

De hospitalisatiekosten bedoeld bij artikel 5, § 1, worden terugbetaald ten belope van de verblijfprijs in gemeenschappelijke kamer, behoudens bijzondere omstandigheden die het verblijf in een individuele kamer verantwoordt. De begeleidingskosten worden slechts in rekening genomen indien hun noodzakelijkheid bij een medisch getuigschrift is bevestigd.

De paramedische en psychotherapeutische kosten bedoeld bij artikel 5, § 2, 3° die niet voorzien zijn door de nomenclatuur van de gezondheidszorg worden terugbetaald ten belope van het bedrag, vastgesteld in bijlage van dit besluit.

§ 2. De uitgaven voor autonoom logement of schoolinternaat kunnen geheel of gedeeltelijk terugbetaald worden ten belope van een bedrag bepaald in bijlage van dit besluit, voor zover het verblijf waarvan sprake in het hulpprogramma voorzien is en waarover een dossier wordt aangelegd bestaande uit :

- A. het individueel opvoedingsproject;
- B. de nauwkeurige gegevens over het logement of het internaat;
- C. het huurcontract waarin duidelijk de huurprijs of het attest van inschrijving in het internaat vermeld staat;
- D. de inkomsten van de jongere;
- E. de toestemming van de jongere en de beslissingsinstantie;
- F. de datum van intrek van de jongere in het logement of in het schoolinternaat.

Het dossier moet doorgestuurd worden naar het bestuur binnen de maand waarin de intrek waarvan sprake een aanvang neemt.

Indien het logement toebehoort tot de betrokken dienst, tot zijn beheer-vzw of tot het patrimonium-vzw die de beheer-vzw overkoepelt, wordt het bedrag bedoeld bij artikel 5, § 2, 7° met 20 % ingekort.

§ 3. De kosten ten gevolge van de consultaties en behandelingen gedaan in de diensten waarmee de Minister een overeenkomst heeft gesloten op basis van de vorige reglementaire bepalingen worden terugbetaald volgens de prijslijst vastgesteld op het einde van deze overeenkomst.

Art. 7. § 1. Ingeval een natuurlijke of een rechtspersoon ertoe verplicht kan worden zelfs gedeeltelijk deze kosten terug te betalen, of wanneer toelagen die deze kosten dekken kunnen bekomen worden bij andere publiekrechtelijke rechtspersonen, met uitsluiting van de studiebeurzen, dan vermeldt de aanvraag de stappen die gedaan werden om deze terugbetaling te bekomen; het resultaat van die stappen wordt aan het bestuur medegedeeld.

§ 2. De toelagen voor speciale kosten worden niet toegekend :

1° indien een natuurlijke of een rechtspersoon wettelijk, krachtens een overeenkomst of krachtens een gerechtelijke beslissing ertoe verplicht is deze kosten te betalen of terug te betalen;

2° indien de gemaakte kosten voortvloeien uit een feit gedekt

door een verzekeringspolis; is er een vrijdom voorzien, dan kunnen de door de polis niet gedekte bedragen ten laste genomen worden;

3° indien de gemaakte kosten voortvloeien uit een fout of een nalatigheid begaan door de particulier bij wie de jongere geplaatst is of door een personeelslid van de dienst;

Art. 8. De toelage voor zakgeld wordt toegekend en berekend volgens de bepalingen van artikel 3, § 3, van dit besluit. Voor de particulieren is de toelage voor zakgeld begrepen in de dagtoelage. Voor de andere diensten dan deze bedoeld bij artikel 1, 4° is de toelage voor zakgeld begrepen in de gewone toelage.

Art. 9. De gewone en speciale kosten zijn niet meer verschuldigd voor de jongere van 18 jaar en meer, behoudens indien voor de jongere een maatregel werd genomen in toepassing van artikel 37, § 3, 2° van de wet. In dat geval zijn de kosten verschuldigd tot het einde van de maatregel maar niet later dan de dag waarop de jongere 20 jaar wordt.

HOOFDSTUK III. — *Algemene bepalingen*

Art. 10. De toelagen bepaald in dit besluit kunnen door de Minister geheel of gedeeltelijk aangepast worden.

Art. 11. De Minister of de daartoe afgevaardigde ambtenaar kan bij gemotiveerde beslissing en uitzonderlijk een tegemoetkoming toekennen om de kosten te dekken die niet bepaald zijn in dit besluit of afwijken van de perken gesteld omwille van buitengewone omstandigheden.

Art. 12. Voor elke individuele maatregel die in het buitenland wordt uitgevoerd, is de voorafgaande toestemming van de Minister vereist.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen*

Art. 13. De toelagen toegekend in toepassing van artikel 37, § 3 van het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming blijven toegekend voor een periode van drie maanden die volgen op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1999.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage

1. Dagtoelagen aan de diensten die zorgen voor de begeleiding van de maatregelen inzake plaatsing :

1.1. voor gewone kosten voor onderhoud en opvoeding :

F 316 per jongere van minder dan 6 jaar

F 339 per jongere tussen 6 en 12 jaar;

F 406 per jongere van 12 jaar en meer.

1.2. voor kosten voor zakgeld :

F 6 per jongere van 6 tot 8 jaar

F 12 per jongere tussen 8 en 12 jaar;

F 24 per jongere van 13 tot 14 jaar;

F 36 per jongere van 14 tot 16 jaar;

F 47 per jongere vanaf 16 jaar;

2. dagtoelagen voor de particulieren :

F 509 per jongere van minder dan 6 jaar

F 533 per jongere tussen 6 en 12 jaar;

F 584 per jongere van 12 jaar en meer.

3. Toelagen voor speciale kosten :

3.1. De tegemoetkoming voor kosten voor paramedische, psychotherapeutische behandelingen en deze die niet bepaald zijn door de nomenclatuur van de gezondheidszorg is beperkt tot :

F 900 per raadpleging psychotherapie;

F 600 per raadpleging psychomotriciteit;

F 500 per raadpleging van een pedicure of een podoloog.

3.2. De geldelijke tegemoetkoming voor de aankoop van brilmonturen is beperkt tot F 4 000.

3.3. Het maandelijks bedrag van de huurprijs voor een autonoom logement is vastgesteld op F 9 000, lasten inbegrepen.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX